

RCS : BREST Code greffe : 2901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BREST atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1996 B 00002 Numéro SIREN : 403 220 221 Nom ou dénomination : PLOUDINER

Ce dépôt a été enregistré le 27/06/2022 sous le numéro de dépôt 5300

Dépot N° 5390

Le 27 JUIN 2022

R.C.S. BREST

SAS PLOUDINER

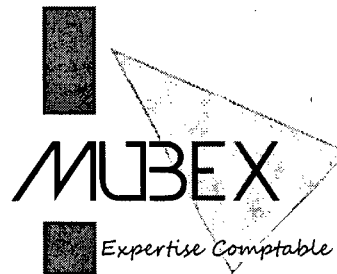
SAS au Capital de €. 140 000

Route de Verdun

Lieudit La Gare

29870 LANNILIS

ETATS FINANCIERS AU 30/11/2021



Société Anonyme d'Expertise Comptable
Inscrite aux Tableaux de l'Ordre d'Alsace et de Bourgogne Franche-Comté
Capital : 120 000 Euros
RCS : MULHOUSE B 307 111 682

MUBEX MULHOUSE

12, rue de Pologne
68170 RIXHEIM
Tél : 03 89 44 41 12

MUBEX BELFORT

16, Avenue Jean Jaurès
90000 BELFORT
Tél : 03 84 28 11 44

experts-comptables@mubex.com
www.mubex.fr

140695

2011/12

Etats financiers au 30/11/2021

BILAN

Bilan Actif

COPIE CERTIFIEE
CONFORME

		30/11/2021			30/11/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	137 218	136 019	1 199	1 518
	Fonds commercial (1)	4 600 000		4 600 000	4 600 000
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	830 995	119 595	711 400	730 030
	Constructions	6 799 607	3 123 506	3 676 101	3 909 127
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 613 960	1 255 228	358 731	360 040
	Autres immobilisations corporelles	1 626 262	1 511 382	114 880	40 339
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	232 202		232 202	232 202
	Créances rattachées à des participations	280 077		280 077	244 149
	Autres titres immobilisés	318 985		318 985	316 843
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (II)		16 439 305	6 145 730	10 293 575	10 434 249
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	13 703		13 703	11 366
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	1 801 716	8 732	1 792 984	1 698 929
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	13 031		13 031	6 183
	Autres créances	200 506		200 506	354 918
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 800 769		1 800 769	2 400 910
	DISPONIBILITES	387 963		387 963	325 061
	Charges constatées d'avance	40 399		40 399	34 554
	TOTAL (III)	4 258 087	8 732	4 249 355	4 831 921
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		20 697 392	6 154 462	14 542 930	15 266 170
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				280 077	244 149
(3) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

CONFORME		30/11/2021	30/11/2020
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	140 000	140 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	14 000	14 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	3 938 582	3 936 988
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	1 062 765	1 051 594
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	17 438	5 996	
	Total des capitaux propres	5 172 785	5 148 578
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTE (1)	DETTE FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 488 436	7 085 126
	Emprunts et dettes financières divers		102 268
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTE D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 603 139	1 590 392
	Dettes fiscales et sociales	1 097 153	956 653
	DETTE DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 852	166 399	
Autres dettes	174 565	216 634	
	Produits constatés d'avance (1)		120
	Total des dettes	9 370 145	10 117 592
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	14 542 930	15 266 170
Total du bilan en centimes		14 542 929,88	15 266 169,93
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		3 602 264	3 764 407
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



Etats financiers au 30/11/2021

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat 1/2

				30/11/2021	30/11/2020
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	29 734 927		29 734 927	27 048 163
	Production vendue (Biens)	19 246		19 246	256
	Production vendue (Services et Travaux)	415 080		415 080	320 948
	Montant net du chiffre d'affaires	30 169 254		30 169 254	27 369 366
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			10 211	1 282
	Autres produits			28 495	21 683
Total des produits d'exploitation (1)				30 207 960	27 392 331
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			23 978 952	21 451 282
	Variation de stock			(93 281)	(134 392)
	Achats de matières et autres approvisionnements			6 388	7 574
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			1 621 454	1 570 896
	Impôts, taxes et versements assimilés			224 179	236 271
	Salaires et traitements			1 627 325	1 538 654
	Charges sociales du personnel			462 868	424 308
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			617 727	493 421
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant			8 732	10 211
Dotations aux provisions					
Autres charges			442		
Total des charges d'exploitation (2)				28 454 786	25 598 225
RESULTAT D'EXPLOITATION				1 753 174	1 794 106

Compte de Résultat

2/2

		30/11/2021	30/11/2020
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 753 174	1 794 106
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	43 469	18 025
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		10
	Autres intérêts et produits assimilés (3)		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 702	1 829
Total des produits financiers		45 172	19 864
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	75 778	68 818
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		75 778	68 818
RESULTAT FINANCIER		(30 606)	(48 954)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		1 722 568	1 745 152
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 617	1 985
	Sur opérations en capital	29 560	6 783
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	31 177	8 768
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		107
	Sur opérations en capital	30 034	11 116
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 442	
	Total des charges exceptionnelles	41 475	11 223
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(10 298)	(2 455)
PARTICIPATION DES SALAIRES		180 331	169 061
IMPOTS SUR LES BENEFICES		469 174	522 042
TOTAL DES PRODUITS		30 284 309	27 420 963
TOTAL DES CHARGES		29 221 544	26 369 369
RESULTAT DE L'EXERCICE		1 062 765	1 051 594
Résultat de l'exercice en centimes		1 062 764,78	1 051 593,94
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		3 044	1 946

Etats financiers au 30/11/2021

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2021 (PCG 2021).
Le PCG 2021 correspond au règlement ANC n° 2014-03 du 05 juin 2014 modifié des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Pour rappel :

Le mali technique inscrit à l'actif de la société s'élève à 6 895 460€. Il est issue de la fusion absorption de la S.A.R.L. ABERS DISTRIBUTION au 1er décembre 2017. Il est réparti de la manière suivante :

. Mali de fusion affecté aux actifs incorporels sous-jacents : 4 600 000 € (#207000 : Fonds commercial)

. Mali de fusion affecté aux actifs corporels sous-jacents : 2 295 459 € réparti de la manière suivante : 2 004 802 € (#213100 : Constructions) et 290 657 € (#211100 : Terrains).

Il a été appliqué un amortissement sur le mali technique attaché à l'actif corporel, pour la partie amortissable, sur la durée restante à amortir.

Dotation de l'exercice : 167 067€.

Valeur nette du mali technique affecté aux actifs corporels sous-jacent à la clôture : 1 627 191 €.

Pour le mali technique attaché à l'actif incorporel, la durée d'utilisation est non limitée et a fait l'objet d'un test de dépréciation au 30 Novembre 2019 selon les modalités décrites à l'article 214-15 du règlement ANC 2015-06. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur comptable. Ces test n'ont pas révélés de perte de valeur.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de toutes ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de

Règles et Méthodes Comptables

ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

- **Immobilisations financières** :

-> Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses sont donc incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

-> Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées.

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

Autres informations de l'annexe

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La société dépend de la convention collective N°3305 des activités de « Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire », qui prévoit le droit pour les salariés à des indemnités de fin de carrière et en définit les modalités d'application.

Aucun autre accord (particulier ou non) n'a été signé par l'entreprise.

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimés en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

En prenant pour hypothèse que la probabilité pour le salarié de partir en retraite par un départ volontaire est de 100%, ces engagements sont évalués à 90 794 Euros.

Il n'existe pas d'engagements au profit des seuls dirigeants.

Les engagements de retraite ne font pas l'objet d'aucune provision comptable.

La société PLOUDINER a souscrit un contrat IFC pour couvrir les dépenses relatives au départ en retraite de ses salariés.

La situation du fonds bloqué au 31 Décembre 2021 s'élève à 11 504 Euros.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires facturés par les commissaires aux comptes sur l'exercice se monte à 9 290 Euros HT et se rapporte à l'audit légal des comptes de l'exercice précédent (ces honoraires avaient été provisionnés en N-1 à hauteur de 9 290 Euros).

Les honoraires relatifs à la mission d'audit légal des comptes de l'exercice clos au 30/11/2021 ont été provisionnés à hauteur de 9 290 Euros.

INTEGRATION FISCALE

Une convention d'intégration fiscale, prenant effet le 1er Décembre 2017, a été conclue entre la SAS PLOUDINER et la SAS PCTG (société mère tête de groupe).

La SAS PCTG est donc redevable de l'impôt sur les sociétés dû au titre des résultats de l'ensemble du groupe (article 223 A du CGI).

La convention d'intégration fiscale est basée sur la méthode de neutralité concernant le calcul de l'impôt sur les sociétés.

Autres informations de l'annexe

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

COVID-19

En date du 30 Janvier 2020, l'OMS déclare une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USPPI) après avoir confirmé, le 22 Janvier 2020, la transmission interhumaine du virus Covid-19.

Le 11 Mars 2020, l'OMS estime que la Covid-19 peut être qualifiée de pandémie mondiale.

Le 16 Mars 2020, le Gouvernement instaure un confinement général à compter du 17 Mars 2020 jusqu'au 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré sur l'ensemble du territoire national le 24 Mars 2020 avec la publication de la loi du 23 Mars 2020 pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

Il a été prolongé jusqu'au 10 Juillet 2020 par la loi du 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré à nouveau par la loi du 14 Octobre 2020 et prolongé jusqu'au 16 Février 2021 inclus par la loi du 15 Novembre 2020.

En date du 29 Octobre 2020, le Gouvernement a annoncé la mise en place d'un second confinement jusqu'au 27 Novembre 2020 inclus.

Contrairement au premier confinement, cette fois les rayons dits "non essentiels" ont également dû être fermés pendant cette période.

Cet état d'urgence a encore une fois été prolongé jusqu'au 1er Juin 2021.

Les conséquences de cette pandémie ont impacté les comptes de l'exercice clos le 30 Novembre 2021 de la manière suivante :

. l'activité libre service est en progression grâce au Drive picking qui affiche une forte amélioration par rapport à l'exercice précédent ;

. une stabilisation des dépenses exceptionnelles dues à la Covid-19 (gels, masques, dépenses d'entretien, équipements de protection...).

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

COVID-19

Au vu de la situation actuelle, il est prématuré d'estimer précisément les conséquences de la pandémie sur les comptes de l'exercice en cours ayant débuté le 1er Décembre 2021.

Autres informations de l'annexe

En revanche, cette pandémie pourrait affecter les résultats du début de l'exercice en cours, de la manière suivante :

- impact modéré sur le chiffre d'affaires des rayons libre service et du Drive ;
- impact modéré sur les charges d'exploitation provenant principalement des dépenses exceptionnelles dues à la Covid-19 (gels, masques, dépenses d'entretien, équipements de protection...)

Engagements hors bilan

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES

Emprunt ARKEA de 180 000 €(débloqué en totalité) sur une durée de 5 ans à compter du 30 Juillet 2017.
(compte 16400300)

Objet : Acquisition de l'immobilier de la SCI PACOUBE

Capital restant dû à la clôture : - €

Remboursé par anticipation le 23/07/2021 (l'indemnité de remboursement anticipé s'est élevée à 237 Euros)

Garanties : Néant

Emprunt ARKEA de 3 400 000 €(débloqué en totalité) sur une durée de 12 ans à compter du 30 Novembre 2017.
(compte 16400400)

Objet : Acquisition des parts de la SARL ABERS DISTRIBUTION

Capital restant dû à la clôture : **2 317 419 €**

Garanties : (prise sous seing privé) promesse de nantissement de fonds de commerce.

A la sûreté et garantie du complet remboursement en principal, intérêts, frais, indemnités et accessoires du crédit n°DD10734980, la Société PLOUDINER s'engage irrévocablement à consentir au profit du prêteur, un nantissement de premier rang, pari passu avec la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST, sur le fonds de commerce de supermarché sis à LANNILIS (29870) au lieudit La Gare, appartenant actuellement à la Société ABERS DISTRIBUTION, immatriculée au RCS de BREST sous le numéro 328 077 805.

Il est précisé que ledit nantissement de fonds de commerce sera régularisé par ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS (RCS BREST 378 398 911), pour compte commun et à égalité de rang entre ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS et la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST (RCS RENNES 549 200 400) au plus tard dans les 3 mois de l'absorption de la société ABERS DISTRIBUTION par la société PLOUDINER qui s'effectuera dans un délai court de quelques mois, le temps d'établir les comptes clos au 30 Novembre 2017 et d'effectuer les formalités juridiques nécessaires.

Engagements hors bilan

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 3 400 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 12 ans à compter du 30 Novembre 2017.
(compte 16400500)

Objet : Acquisition des parts de la SARL ABERS DISTRIBUTION

Capital restant dû à la clôture : **2 316 575 €**

Garanties : engagement de nantissement du fonds de commerce rang 1 pari passu avec autre banque (car fusion absorption prévue entre ABERS DISTRIBUTION et PLOUDINER après cession).

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 90 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 5 ans à compter du 24 Octobre 2018 au taux fixe de 0.46%.
(compte 16400700)

Objet : Acquisition d'un bâtiment

Capital restant dû à la clôture : - €

Remboursé par anticipation le 26/07/2021 (aucune indemnité de remboursement anticipé)

Garanties : Néant

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 350 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 8 ans à compter du 21 Décembre 2019 au taux fixe de 0.25%.
(compte 16400800)

Objet : Acquisition d'équipements

Capital restant dû à la clôture : **304 514 €**

Garanties : Nantissement du fonds de commerce en rang 1 à hauteur de 350 000 Euros.

Engagements hors bilan

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 1 650 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 15 ans à compter du 21 Décembre 2019 au taux fixe de 0.88%.
(compte 16400900)

Objet : Acquisition d'équipements

Capital restant dû à la clôture : **1 548 070 €**

Garanties : Nantissement du fonds de commerce en rang 1 à hauteur de 1 650 000 Euros.

GARANTIES DONNEES

Caution solidaire au bénéfice de la SAS GUILERS DISTRIBUTION

En garantie du remboursement d'un emprunt de 1 000 000 Euros auprès de la banque EDE (remboursable sur 5 ans, date de fin 01/10/2024).

Cet emprunt s'amortit sur 5 ans de la manière suivante :

- . 100 000 Euros la première année ;
- . 100 000 Euros la deuxième année ;
- . 100 000 Euros la troisième année ;
- . 100 000 Euros la quatrième année ;
- . 600 000 Euros la cinquième année.

La caution consentie par la SAS PLOUDINER est limité à la somme de 133 360 Euros sur le montant global du financement de 1 000 000 Euros en principal, à majorer de tous intérêts, commissions, frais et accessoires sur le financement.

Capital social

30/11/2021		Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	140 000,00	1,0000	140 000,00
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	140 000,00	1,0000	140 000,00

Effectif moyen

		30/11/2021	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires		8	
	Employés		54	
	Ouvriers			
	TOTAL		63	

Filiales et participations

30/11/2021

	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
2. Participations (10 à 50 %)					
1. Filiales (Plus de 50 %)	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
2. Participations (10 à 50 %)					
B. Renseignements globaux	Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A		
	françaises	étrangères	françaises	étrangères	
Capital					
Capitaux propres					
Quote part détenue en pourcentage					
Valeur comptable des titres détenus - Brute					
Valeur comptable des titres détenus - Nette					
Prêts et avances consentis					
Montant des cautions et avals					
Chiffre d'affaires					
Résultat du dernier exercice clos					
Dividendes encaissés					

Etats financiers au 30/11/2021

INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/11/2021
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	4 736 619		599			4 737 218
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 736 619		599			4 737 218
CORPORELLES	Terrains	830 995					830 995
	Constructions sur sol propre	5 041 578		(1 218)			5 040 360
	sur sol d'autrui	386 539					386 539
	instal. agencement aménagement	1 132 915		239 793			1 372 708
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 553 958		103 913		43 911	1 613 960
	Instal., agencement, aménagement divers	1 329 677					1 329 677
	Matériel de transport	12 933		119 963		39 163	93 733
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	196 886		5 966			202 852
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10 485 480		468 418		83 075	10 870 823
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	476 351		35 927			512 279
	Autres titres immobilisés	316 843		2 142			318 985
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	793 194		38 069			831 264
TOTAL		16 015 294		507 086		83 075	16 439 305

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/11/2021
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	135 101	917		136 019
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	135 101	917		136 019
CORPORELLES				
Terrains	100 965	18 630		119 595
Constructions sur sol propre	2 362 587	323 257		2 685 844
sur sol d'autrui	173 537	32 212		205 748
instal. agencement aménagement	115 781	116 133		231 914
Instal technique, matériel outillage industriels	1 193 917	105 222	43 911	1 255 228
Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 299 672	9 441		1 309 113
Matériel de transport	7 340	9 145	9 130	7 355
Matériel de bureau, mobilier	192 145	2 769		194 913
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 445 943	616 809	53 041	6 009 711
TOTAL	5 581 045	617 727	53 041	6 145 730

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/11/2021
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix	5 996	11 442		17 438
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES		5 996	11 442		17 438
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	9 506	8 732	9 506	8 732
	Sur comptes clients	705		705	
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	10 211	8 732	10 211	8 732
TOTAL GENERAL		16 207	20 174	10 211	26 169
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			8 732 11 442	10 211	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		30/11/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	280 077	280 077	
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux	495	495	
	Autres créances clients	12 537	12 537	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	348	348	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	69	69	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	19 589	19 589	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	180 501	180 501	
	Charges constatées d'avances	40 399	40 399	
TOTAL DES CREANCES		534 013	534 013	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/11/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	6 488 436	720 555	2 949 396	2 818 486
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 603 139	1 603 139		
	Personnel et comptes rattachés	673 496	673 496		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	249 280	249 280		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	87 420	87 420		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	86 957	86 957		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 852	6 852		
	Groupe et associés	91 222	91 222		
	Autres dettes	83 343	83 343		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		9 370 145	3 602 264	2 949 396	2 818 486
Emprunts souscrits en cours d'exercice		211 957			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		808 647			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)		30			

Charges à payer

		30/11/2021
Total des Charges à payer		914 216
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 858
16884000 Int.cour.s/emprunt établ.crédi	1 858	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		93 361
40810000 Fnp Fournisseurs Rayons	49 443	
40820000 Fnp Fournisseurs frais généra	43 918	
Dettes fiscales et sociales		805 327
42820000 Dettes prov pour CP nouvelle p	76 907	
42830000 Dettes provisionnées 13ème moi	71 548	
42840000 Dettes prov.nées part. salarié	180 331	
42861000 Intéressement à payer	3 340	
42864000 Prime bilan au pers.à payer	182 500	
43821000 Charges soc. congés payés nouv	21 489	
43860000 Charges sociales à payer	33 380	
43860100 Charges soc a payer sur primes	76 440	
43860200 Charges soc a payer 13 ème moi	19 969	
43860300 Ch. Soc à payer forfait social	36 066	
43863000 Ch. soc a payer comité entreprise	4 263	
43864500 Charges sociales à payer cons	6 395	
43864600 Charges sociales à payer cons	5 741	
44862100 Etat charges à payer CFE	5 356	
44862600 Etat à payer sur véh société	5 408	
44863000 Etat charges a payer taxe publ	1 369	
44865000 charges à payer cont soc solid	16 421	
44865100 Etat charges à payer TASCOM	57 323	
44869500 Etat CAP Cotisation Agefiph	1 080	
Autres dettes		13 671
46861100 C.A.P. Eau	2 581	
46861200 C.A.P. Honoraires	9 290	
46861500 C.A.P. Déplact non personnel	1 800	

Produits à recevoir

30/11/2021

Total des Produits à recevoir		49 403
Créances rattachées à des participations		899
26781000 Int.cour.cr.ratt.part.(groupe)	899	
Autres créances clients		380
41810000 Clients - Factures à établir	380	
AUTRES CREANCES		48 125
40981000 Avoirs sur achats à recevoir	1 369	
40982000 Avoirs sur fgx à recevoir	6 361	
40985600 Rist. à recevoir Centrale	34 997	
43864000 Charges sociales à payer Form.	26	
43864800 Charges sociales à payer taxe	43	
46870100 P.A.R. - Remboursement assurance à recevoir	4 560	
50880200 Int courus	769	

Produits constatés d'avance

30/11/2021

Produits constatés d'avance		
Produits constatés d'avance - Exploitation		
48710000 PCA - redevance Amazon		

Charges constatées d'avance

30/11/2021

Charges constatées d'avances		40 399
Charges constatées d'avance - Exploitation		40 399
48611200	CCA Location mat autres	9 578
48615000	C.C.A maintenance matériel	5 118
48615200	C.C.A maintenance caisses et a	
48615300	C.C.A nettoyage linge de trava	
48615400	C.C.A maintenance mat.antivol	
48615500	C.C.A. maintenance logiciels	3 576
48615700	CCA formations	89
48620000	C.C.A. prime assurance	3 158
48620500	CCA - Dommage ouvrages	10 320
48630000	C.C.A. Publicités	3 564
48635000	CCA abonnements téléphone	64
48635100	C.C.A. Cotisations Galec/Acdle	793
48635200	CCA - COTISATION SITE MARCHAND	1 331
48645500	C.C.A. taxe foncière	1 815
48662200	C.C.A. CVAE	994

Produits et Charges exceptionnels

		30/11/2021
Total des produits exceptionnels		31 177
PRODUITS EXCEPTIONNELS DE GESTION		1 617
Produits exception exercices a	1 617	
PRODUITS EXCEPTIONNELS EN CAPITAL		29 560
Prod sur cessions d immob corp	29 560	
Total des charges exceptionnelles		41 475
CHARGES EXCEPTIONNELLES EN CAPITAL		30 034
VNC des immos corporelles	30 034	
CHARGES EXCEPTIONNELLES AMORT. & PROVISIONS		11 442
dot provisions règlementées st	11 442	
Résultat exceptionnel		(10 298)

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	30/11/2021	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		1 722 568	519 395	1 203 173
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		(190 629)	(50 221)	(140 409)
RESULTAT COMPTABLE		1 531 939	469 174	1 062 765

(1) après retraitements fiscaux.



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

S.A.S. Ploudiner

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 novembre 2021
S.A.S. Ploudiner
La Gare - Route de Lesneven - 29870 LANNILIS

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

S.A.S. Ploudiner

La Gare - Route de Lesneven - 29870 LANNILIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 novembre 2021

À l'Assemblée générale de la société S.A.S. Ploudiner,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société S.A.S. Ploudiner relatifs à l'exercice clos le 30 novembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er décembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de droit
anglais ("private company limited by
guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Quimper, le 12 mai 2022

KPMG SA

Signature numérique
de Thomas Roimier
Date : 2022.05.12
13:00:39 +02'00'

Thomas ROIMIER

Associé

Bilan Actif

		30/11/2021			30/11/2020
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	137 218	136 019	1 199	1 518
	Fonds commercial (1)	4 600 000		4 600 000	4 600 000
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	830 995	119 595	711 400	730 030
	Constructions	6 799 607	3 123 506	3 676 101	3 909 127
	Installations techniques, mat. et outillage indus	1 613 960	1 255 228	358 731	360 040
	Autres immobilisations corporelles	1 626 262	1 511 382	114 880	40 339
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	232 202		232 202	232 202
	Créances rattachées à des participations	280 077		280 077	244 149
	Autres titres immobilisés	318 985		318 985	316 843
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (II)		16 439 305	6 145 730	10 293 575	10 434 249
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	13 703		13 703	11 366
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	1 801 716	8 732	1 792 984	1 698 929
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	13 031		13 031	6 183
	Autres créances	200 506		200 506	354 918
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 800 769		1 800 769	2 400 910
	DISPONIBILITES	387 963		387 963	325 061
	Charges constatées d'avance	40 399		40 399	34 554
	TOTAL (III)	4 258 087	8 732	4 249 355	4 831 921
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		20 697 392	6 154 462	14 542 930	15 266 170
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				280 077	244 149
(3) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

		30/11/2021	30/11/2020
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	140 000	140 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	14 000	14 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	3 938 582	3 936 988
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	1 062 765	1 051 594
Autres fonds propres	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	17 438	5 996
	Total des capitaux propres	5 172 785	5 148 578
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 488 436	7 085 126
	Emprunts et dettes financières divers		102 268
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 603 139	1 590 392
	Dettes fiscales et sociales	1 097 153	956 653
	DETTES DIVERSES		
DETTES (1)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 852	166 399
	Autres dettes	174 565	216 634
	Produits constatés d'avance (1)		120
	Total des dettes	9 370 145	10 117 592
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	14 542 930	15 266 170
Total du bilan en centimes		14 542 929,88	15 266 169,93
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		3 602 264	3 764 407
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

		30/11/2021		30/11/2020
		France	Exportation	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	29 734 927		29 734 927
	Production vendue (Biens)	19 246		19 246
	Production vendue (Services et Travaux)	415 080		415 080
	Montant net du chiffre d'affaires	30 169 254		30 169 254
	Production stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation			
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			
	Autres produits			
	Total des produits d'exploitation (1)			
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			
	Variation de stock			
	Achats de matières et autres approvisionnements			
	Variation de stock			
	Autres achats et charges externes			
	Impôts, taxes et versements assimilés			
	Salaires et traitements			
	Charges sociales du personnel			
	Cotisations personnelles de l'exploitant			
	Dotations aux amortissements :			
	- sur immobilisations			
	- charges d'exploitation à répartir			
	Dotations aux dépréciations :			
	- sur immobilisations			
	- sur actif circulant			
	Dotations aux provisions			
	Autres charges			
	Total des charges d'exploitation (2)			
RESULTAT D'EXPLOITATION				

Compte de Résultat 2/2

		30/11/2021	30/11/2020
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 753 174	1 794 106
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	43 469	18 025
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)		10
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 702	1 829
Total des produits financiers		45 172	19 864
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	75 778	68 818
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		75 778	68 818
RESULTAT FINANCIER		(30 606)	(48 954)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		1 722 568	1 745 152
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 617	1 985
	Sur opérations en capital	29 560	6 783
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	31 177	8 768
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		107
	Sur opérations en capital	30 034	11 116
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 442	
	Total des charges exceptionnelles	41 475	11 223
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(10 298)	(2 455)
PARTICIPATION DES SALAIRES		180 331	169 061
IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES		469 174	522 042
TOTAL DES PRODUITS		30 284 309	27 420 963
TOTAL DES CHARGES		29 221 544	26 369 369
RESULTAT DE L'EXERCICE		1 062 765	1 051 594
Résultat de l'exercice en centimes		1 062 764,78	1 051 593,94
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		3 044	1 946

Etats financiers au 30/11/2021

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2021 (PCG 2021).
Le PCG 2021 correspond au règlement ANC n° 2014-03 du 05 juin 2014 modifié des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Pour rappel :

Le mali technique inscrit à l'actif de la société s'élève à 6 895 460€. Il est issue de la fusion absorption de la S.A.R.L. ABERS DISTRIBUTION au 1er décembre 2017. Il est réparti de la manière suivante :

. Mali de fusion affecté aux actifs incorporels sous-jacents : 4 600 000 € (#207000 : Fonds commercial)

. Mali de fusion affecté aux actifs corporels sous-jacents : 2 295 459 € réparti de la manière suivante : 2 004 802 € (#213100 : Constructions) et 290 657 € (#211100 : Terrains).

Il a été appliqué un amortissement sur le mali technique attaché à l'actif corporel, pour la partie amortissable, sur la durée restante à amortir.

Dotation de l'exercice : 167 067€.

Valeur nette du mali technique affecté aux actifs corporels sous-jacent à la clôture : 1 627 191 €.

Pour le mali technique attaché à l'actif incorporel, la durée d'utilisation est non limitée et a fait l'objet d'un test de dépréciation au 30 Novembre 2019 selon les modalités décrites à l'article 214-15 du règlement ANC 2015-06. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur comptable. Ces test n'ont pas révélés de perte de valeur.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de toutes ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de

Règles et Méthodes Comptables

ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

- **Immobilisations financières** :

-> Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses sont donc incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

-> Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées.

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

Autres informations de l'annexe

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La société dépend de la convention collective N°3305 des activités de « Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire », qui prévoit le droit pour les salariés à des indemnités de fin de carrière et en définit les modalités d'application.

Aucun autre accord (particulier ou non) n'a été signé par l'entreprise.

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimés en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

En prenant pour hypothèse que la probabilité pour le salarié de partir en retraite par un départ volontaire est de 100%, ces engagements sont évalués à 90 794 Euros.

Il n'existe pas d'engagements au profit des seuls dirigeants.

Les engagements de retraite ne font pas l'objet d'aucune provision comptable.

La société PLOUDINER a souscrit un contrat IFC pour couvrir les dépenses relatives au départ en retraite de ses salariés.

La situation du fonds bloqué au 31 Décembre 2021 s'élève à 11 504 Euros.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires facturés par les commissaires aux comptes sur l'exercice se monte à 9 290 Euros HT et se rapporte à l'audit légal des comptes de l'exercice précédent (ces honoraires avaient été provisionnés en N-1 à hauteur de 9 290 Euros).

Les honoraires relatifs à la mission d'audit légal des comptes de l'exercice clos au 30/11/2021 ont été provisionnés à hauteur de 9 290 Euros.

INTEGRATION FISCALE

Une convention d'intégration fiscale, prenant effet le 1er Décembre 2017, a été conclue entre la SAS PLOUDINER et la SAS PCTG (société mère tête de groupe).

La SAS PCTG est donc redevable de l'impôt sur les sociétés dû au titre des résultats de l'ensemble du groupe (article 223 A du CGI).

La convention d'intégration fiscale est basée sur la méthode de neutralité concernant le calcul de l'impôt sur les sociétés.

Autres informations de l'annexe

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

COVID-19

En date du 30 Janvier 2020, l'OMS déclare une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USPPI) après avoir confirmé, le 22 Janvier 2020, la transmission interhumaine du virus Covid-19.

Le 11 Mars 2020, l'OMS estime que la Covid-19 peut être qualifiée de pandémie mondiale.

Le 16 Mars 2020, le Gouvernement instaure un confinement général à compter du 17 Mars 2020 jusqu'au 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré sur l'ensemble du territoire national le 24 Mars 2020 avec la publication de la loi du 23 Mars 2020 pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

Il a été prolongé jusqu'au 10 Juillet 2020 par la loi du 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré à nouveau par la loi du 14 Octobre 2020 et prolongé jusqu'au 16 Février 2021 inclus par la loi du 15 Novembre 2020.

En date du 29 Octobre 2020, le Gouvernement a annoncé la mise en place d'un second confinement jusqu'au 27 Novembre 2020 inclus.

Contrairement au premier confinement, cette fois les rayons dits "non essentiels" ont également dû être fermés pendant cette période.

Cet état d'urgence a encore une fois été prolongé jusqu'au 1er Juin 2021.

Les conséquences de cette pandémie ont impacté les comptes de l'exercice clos le 30 Novembre 2021 de la manière suivante :

. l'activité libre service est en progression grâce au Drive picking qui affiche une forte amélioration par rapport à l'exercice précédent ;

. une stabilisation des dépenses exceptionnelles dues à la Covid-19 (gels, masques, dépenses d'entretien, équipements de protection...).

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

COVID-19

Au vu de la situation actuelle, il est prématuré d'estimer précisément les conséquences de la pandémie sur les comptes de l'exercice en cours ayant débuté le 1er Décembre 2021.

Autres informations de l'annexe

En revanche, cette pandémie pourrait affecter les résultats du début de l'exercice en cours, de la manière suivante :

- impact modéré sur le chiffre d'affaires des rayons libre service et du Drive ;
- impact modéré sur les charges d'exploitation provenant principalement des dépenses exceptionnelles dues à la Covid-19 (gels, masques, dépenses d'entretien, équipements de protection...)

Engagements hors bilan

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES

Emprunt ARKEA de 180 000 €(débloqué en totalité) sur une durée de 5 ans à compter du 30 Juillet 2017.
(compte 16400300)

Objet : Acquisition de l'immobilier de la SCI PACOUBE

Capital restant dû à la clôture : - €

Remboursé par anticipation le 23/07/2021 (l'indemnité de remboursement anticipé s'est élevée à 237 Euros)

Garanties : Néant

Emprunt ARKEA de 3 400 000 €(débloqué en totalité) sur une durée de 12 ans à compter du 30 Novembre 2017.
(compte 16400400)

Objet : Acquisition des parts de la SARL ABERS DISTRIBUTION

Capital restant dû à la clôture : **2 317 419 €**

Garanties : (prise sous seing privé) promesse de nantissement de fonds de commerce. A la sûreté et garantie du complet remboursement en principal, intérêts, frais, indemnités et accessoires du crédit n°DD10734980, la Société PLOUDINER s'engage irrévocablement à consentir au profit du prêteur, un nantissement de premier rang, pari passu avec la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST, sur le fonds de commerce de supermarché sis à LANNILIS (29870) au lieudit La Gare, appartenant actuellement à la Société ABERS DISTRIBUTION, immatriculée au RCS de BREST sous le numéro 328 077 805.

Il est précisé que ledit nantissement de fonds de commerce sera régularisé par ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS (RCS BREST 378 398 911), pour compte commun et à égalité de rang entre ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS et la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST (RCS RENNES 549 200 400) au plus tard dans les 3 mois de l'absorption de la société ABERS DISTRIBUTION par la société PLOUDINER qui s'effectuera dans un délai court de quelques mois, le temps d'établir les comptes clos au 30 Novembre 2017 et d'effectuer les formalités juridiques nécessaires.

Engagements hors bilan

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 3 400 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 12 ans à compter du 30 Novembre 2017.
(compte 16400500)

Objet : Acquisition des parts de la SARL ABERS DISTRIBUTION

Capital restant dû à la clôture : **2 316 575 €**

Garanties : engagement de nantissement du fonds de commerce rang 1 pari passu avec autre banque (car fusion absorption prévue entre ABERS DISTRIBUTION et PLOUDINER après cession).

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 90 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 5 ans à compter du 24 Octobre 2018 au taux fixe de 0.46%.
(compte 16400700)

Objet : Acquisition d'un bâtiment

Capital restant dû à la clôture : - €

Remboursé par anticipation le 26/07/2021 (aucune indemnité de remboursement anticipé)

Garanties : Néant

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 350 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 8 ans à compter du 21 Décembre 2019 au taux fixe de 0.25%.
(compte 16400800)

Objet : Acquisition d'équipements

Capital restant dû à la clôture : **304 514 €**

Garanties : Nantissement du fonds de commerce en rang 1 à hauteur de 350 000 Euros.

Engagements hors bilan

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 1 650 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 15 ans à compter du 21 Décembre 2019 au taux fixe de 0.88%.
(compte 16400900)

Objet : Acquisition d'équipements

Capital restant dû à la clôture : **1 548 070 €**

Garanties : Nantissement du fonds de commerce en rang 1 à hauteur de 1 650 000 Euros.

GARANTIES DONNEES

Caution solidaire au bénéfice de la SAS GUILERS DISTRIBUTION

En garantie du remboursement d'un emprunt de 1 000 000 Euros auprès de la banque EDE (remboursable sur 5 ans, date de fin 01/10/2024).

Cet emprunt s'amortit sur 5 ans de la manière suivante :

- . 100 000 Euros la première année ;
- . 100 000 Euros la deuxième année ;
- . 100 000 Euros la troisième année ;
- . 100 000 Euros la quatrième année ;
- . 600 000 Euros la cinquième année.

La caution consentie par la SAS PLOUDINER est limitée à la somme de 133 360 Euros sur le montant global du financement de 1 000 000 Euros en principal, à majorer de tous intérêts, commissions, frais et accessoires sur le financement.

Capital social

		30/11/2021	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		140 000,00	1,0000	140 000,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		140 000,00	1,0000	140 000,00

Effectif moyen

		30/11/2021	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires		8	
	Employés		54	
	Ouvriers			
	TOTAL		63	

Filiales et participations

		30/11/2021		Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
							Brute	Nette
A. Renseignements détaillés								
1. Filiales (Plus de 50 %)								
2. Participations (10 à 50 %)								
1. Filiales (Plus de 50 %)				Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
2. Participations (10 à 50 %)								
B. Renseignements globaux				Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A		
				françaises	étrangères	françaises	étrangères	
Capital								
Capitaux propres								
Quote part détenue en pourcentage								
Valeur comptable des titres détenus - Brute								
Valeur comptable des titres détenus - Nette								
Prêts et avances consentis								
Montant des cautions et avals								
Chiffre d'affaires								
Résultat du dernier exercice clos								
Dividendes encaissés								

Etats financiers au 30/11/2021

INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/11/2021
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	4 736 619		599			4 737 218
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 736 619		599			4 737 218
CORPORELLES	Terrains	830 995					830 995
	Constructions sur sol propre	5 041 578		(1 218)			5 040 360
	sur sol d'autrui	386 539					386 539
	instal. agencé aménagement	1 132 915		239 793			1 372 708
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 553 958		103 913		43 911	1 613 960
	Instal., agencement, aménagement divers	1 329 677					1 329 677
	Matériel de transport	12 933		119 963		39 163	93 733
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	196 886		5 966			202 852
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10 485 480		468 418		83 075	10 870 823
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	476 351		35 927			512 279
	Autres titres immobilisés	316 843		2 142			318 985
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	793 194		38 069			831 264
TOTAL		16 015 294		507 086		83 075	16 439 305

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/11/2021
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	135 101	917		136 019
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	135 101	917		136 019
CORPORELLES	Terrains	100 965	18 630		119 595
	Constructions sur sol propre	2 362 587	323 257		2 685 844
	sur sol d'autrui	173 537	32 212		205 748
	instal. agencement aménagement	115 781	116 133		231 914
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 193 917	105 222	43 911	1 255 228
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 299 672	9 441		1 309 113
	Matériel de transport	7 340	9 145	9 130	7 355
	Matériel de bureau, mobilier	192 145	2 769		194 913
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 445 943	616 809	53 041	6 009 711
TOTAL		5 581 045	617 727	53 041	6 145 730

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/11/2021
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix	5 996	11 442		17 438
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES	5 996	11 442		17 438
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	9 506	8 732	9 506	8 732
	Sur comptes clients	705		705	
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	10 211	8 732	10 211	8 732
TOTAL GENERAL		16 207	20 174	10 211	26 169
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			8 732 11 442	10 211	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		30/11/2021	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	280 077	280 077	
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux	495	495	
	Autres créances clients	12 537	12 537	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	348	348	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	69	69	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	19 589	19 589	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	180 501	180 501	
	Charges constatées d'avances	40 399	40 399	
TOTAL DES CREANCES		534 013	534 013	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/11/2021	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	6 488 436	720 555	2 949 396	2 818 486
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 603 139	1 603 139		
	Personnel et comptes rattachés	673 496	673 496		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	249 280	249 280		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	87 420	87 420		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	86 957	86 957		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 852	6 852		
	Groupe et associés	91 222	91 222		
	Autres dettes	83 343	83 343		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		9 370 145	3 602 264	2 949 396	2 818 486
Emprunts souscrits en cours d'exercice		211 957			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		808 647			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)		30			

Charges à payer

		30/11/2021
Total des Charges à payer		914 216
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 858
16884000	Int.cour.s/emprunt établ.crédi	1 858
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		93 361
40810000	Fnp Fournisseurs Rayons	49 443
40820000	Fnp Fournisseurs frais généra	43 918
Dettes fiscales et sociales		805 327
42820000	Dettes prov pour CP nouvelle p	76 907
42830000	Dettes provisionnées 13ème moi	71 548
42840000	Dettes prov.nées part. salarié	180 331
42861000	Intéressement à payer	3 340
42864000	Prime bilan au pers.à payer	182 500
43821000	Charges soc. congés payés nouv	21 489
43860000	Charges sociales à payer	33 380
43860100	Charges soc a payer sur primes	76 440
43860200	Charges soc a payer 13 ème moi	19 969
43860300	Ch. Soc à payer forfait social	36 066
43863000	Ch. soc a payer comité entreprise	4 263
43864500	Charges sociales à payer cons	6 395
43864600	Charges sociales à payer cons	5 741
44862100	Etat charges à payer CFE	5 356
44862600	Etat à payer sur véh société	5 408
44863000	Etat charges a payer taxe publ	1 369
44865000	charges à payer cont soc solid	16 421
44865100	Etat charges à payer TASCOT	57 323
44869500	Etat CAP Cotisation Agefiph	1 080
Autres dettes		13 671
46861100	C.A.P. Eau	2 581
46861200	C.A.P. Honoraires	9 290
46861500	C.A.P. Déplact non personnel	1 800

Produits à recevoir

		30/11/2021
Total des Produits à recevoir		49 403
Créances rattachées à des participations		899
26781000 Int.cour.cr.ratt.part.(groupe)	899	
Autres créances clients		380
41810000 Clients - Factures à établir	380	
AUTRES CREANCES		48 125
40981000 Avoirs sur achats à recevoir	1 369	
40982000 Avoirs sur fgx à recevoir	6 361	
40985600 Rist. à recevoir Centrale	34 997	
43864000 Charges sociales à payer Form.	26	
43864800 Charges sociales à payer taxe	43	
46870100 P.A.R. - Remboursement assurance à recevoir	4 560	
50880200 Int courus	769	

Produits constatés d'avance

30/11/2021

Produits constatés d'avance		
Produits constatés d'avance - Exploitation		
48710000 PCA - redevance Amazon		

Charges constatées d'avance

		30/11/2021
Charges constatées d'avances		40 399
Charges constatées d'avance - Exploitation		40 399
48611200	CCA Location mat autres	9 578
48615000	C.C.A maintenance matériel	5 118
48615200	C.C.A maintenance caisses et a	
48615300	C.C.A nettoyage linge de trava	
48615400	C.C.A maintenance mat.antivol	
48615500	C.C.A. maintenance logiciels	3 576
48615700	CCA formations	89
48620000	C.C.A. prime assurance	3 158
48620500	CCA - Dommage ouvrages	10 320
48630000	C.C.A. Publicités	3 564
48635000	CCA abonnements téléphone	64
48635100	C.C.A. Cotisations Galec/Acdle	793
48635200	CCA - CÔTISATION SITE MARCHAND	1 331
48645500	C.C.A. taxe foncière	1 815
48662200	C.C.A. CVAE	994

Produits et Charges exceptionnels

		30/11/2021
Total des produits exceptionnels		31 177
PRODUITS EXCEPTIONNELS DE GESTION		1 617
Produits exception exercices a	1 617	
PRODUITS EXCEPTIONNELS EN CAPITAL		29 560
Prod sur cessons d immob corp	29 560	
Total des charges exceptionnelles		41 475
CHARGES EXCEPTIONNELLES EN CAPITAL		30 034
VNC des immos corporelles	30 034	
CHARGES EXCEPTIONNELLES AMORT. & PROVISIONS		11 442
dot provisions règlementées st	11 442	
Résultat exceptionnel		(10 298)

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	30/11/2021	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		1 722 568	519 395	1 203 173
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		(190 629)	(50 221)	(140 409)
RESULTAT COMPTABLE		1 531 939	469 174	1 062 765

(1) après retraitements fiscaux.

PLOUDINER
Société par actions simplifiée au capital de 140 000 €
Siège : Lieudit « La Gare », Rue de Verdun
29870 LANNILIS
R.C.S. : BREST 403 220 221

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 13 MAI 2022

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2021

RESOLUTION PROPOSEE ET ADOPTEE A L'UNANIMITE

L'Assemblée Générale approuve la proposition de répartition des résultats qui lui a été présentée et, en conséquence, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice, savoir : 1 062 764.78 euros

comme suit :

- Distribution de dividendes 1 000 000.00 euros*
- Réserves Facultatives 62 764.78 euros*

TOTAL 1 062 764.78 euros

Le dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

Le dividende global, à répartir entre les 140 000 actions composant le capital social, est ainsi fixé à un montant arrondi de 7.14 € (SEPT EUROS ET QUATORZE CENTIMES) par action.

L'Assemblée reconnaît avoir été informée que, suite à la Loi de Finances pour 2018 : **REÇU LE**

- les revenus de capitaux mobiliers, perçus par des personnes physiques à compter du 1^{er} Janvier 2018, sont en principe soumis à un prélèvement forfaitaire unique non libératoire (PFU, également appelé « flat tax ») de 12,8 % pour l'impôt sur le revenu auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %, portant ainsi l'imposition globale à 30 % ;*

- par dérogation au PFU de 12,8 %, les contribuables peuvent opter pour une imposition de leurs revenus de capitaux mobiliers au barème progressif de l'impôt sur le revenu. L'option est globale et porte sur l'ensemble des revenus entrant dans le champ d'application du PFU. Elle est exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus. En cas d'option pour le barème, l'impôt définitif sur les dividendes sera calculé après application de l'abattement de 40 % sur le montant brut prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts.*

Il est précisé que les dividendes qui ont été mis en distribution au cours des trois derniers exercices ont été de :

Exercices clos le	Nombre d'actions	Dividendes éligibles à l'abattement	Dividendes non éligibles à l'abattement
30/11/2019	140 000	400 000 €	-
30/11/2020	140 000	400 000 €	-
30/11/2021	140 000	1 050 000 €	-

« COPIE CERTIFIEE CONFORME »

PIERRICK CHARPENTIER
PRÉSIDENT